

24 juillet 2025

Présenté par le Secrétariat du TCA

Original : anglais

Traité sur le commerce des armes
Onzième Conférence des États Parties
Genève, 25–29 août 2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU FONDS D'AFFECTATION VOLONTAIRE (VTF) DU TCA POUR LA PÉRIODE AOÛT 2024–AOÛT 2025

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté par le Secrétariat du TCA, en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation volontaire du TCA (VTF), conformément à ses obligations de rapport à la Conférence des États Parties définies dans les Termes de référence du VTF et dans son règlement administratif.
2. Le rapport se divise en quatre parties :
 - a. Contexte.
 - b. Point sur les opérations du VTF.
 - c. Point sur la mise en œuvre des décisions de la CEP10.
 - d. Recommandations.

I. CONTEXTE

3. Le VTF est un fonds multibailleur polyvalent qui assiste les États dans la mise en œuvre de leurs obligations au regard du Traité par le dépôt et le versement de fonds. Le VTF a été institué par la Deuxième Conférence des États Parties (CEP2) conformément au paragraphe 3 de l'article 16 du Traité, et son fonctionnement est régi par les Termes de référence (ATT/VTF18/2018/SEC/251/Tor.Cons.Dr.v1.Rev1) tels que modifiés lors de la Quatrième Conférence des États Parties (CEP4).
4. Conformément à l'article 6 des Termes de référence du VTF, la Dixième Conférence des États Parties a nommé *l'Allemagne, le Canada, la Côte d'Ivoire, la Finlande, le Japon, la Lettonie, la République de Corée, la République dominicaine, le Royaume-Uni et la Suisse*¹ en tant que membres du Comité de sélection du VTF pour une période de deux ans s'étendant de la Dixième Conférence des États Parties à la Douzième Conférence des États Parties (mandat renouvelable).

¹ En avril 2025, le Royaume-Uni s'est retiré du Comité de sélection du VTF.

5. En octobre 2024, M. l'Ambassadeur Thomas Göbel de l'Allemagne a été sélectionné comme Président du Comité de sélection du VTF pour un mandat de deux ans qui se terminera lors de la CEP12, selon une procédure tacite.

6. L'article 5 des Termes de référence du VTF prévoit que le Secrétariat du TCA administrera le VTF avec l'appui du Comité de sélection du VTF. Le règlement administratif du VTF (fondé sur les Termes de référence du VTF) définit les rôles distincts mais complémentaires du Secrétariat du TCA et du Comité de sélection du VTF dans le fonctionnement du Fonds.

II. POINT SUR LES OPÉRATIONS DU VTF

SITUATION FINANCIÈRE DU VTF

7. Depuis son premier appel à contributions en 2016, le VTF a reçu des contributions financières volontaires s'élevant à 12,9 millions de dollars US de la part de 29 pays. Ce montant comprend des contributions de l'Allemagne, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée et du Royaume-Uni spécifiquement réservées aux activités de sensibilisation du VTF. L'annexe A présente le détail des contributions financières reçues.

8. Ces contributions financières ont fourni une base solide à l'organisation de neuf cycles de projets du VTF entre 2017 et 2025. Sur le total des contributions reçues, 8,24 millions de dollars US ont été dépensés, 2,91 millions de dollars US ont été alloués aux passifs du VTF, notamment les projets en cours, et 1,75 million de dollars US ne sont pas engagés (disponibles) à ce stade.

POINT SUR LES PROJETS DU VTF

9. Depuis la création du VTF par la CEP2 en 2016, neuf appels à projets ont été publiés, du premier cycle du VTF (2017) au neuvième cycle du VTF (2025). Le neuvième « appel à propositions de projet » a été publié le 20 septembre 2024, invitant les États à soumettre leurs propositions au Fonds entre le 20 septembre 2024 et le 17 janvier 2025.

Premier (2017), deuxième (2018) et troisième (2019) cycles du VTF

10. Le VTF a financé 15 projets dans le cadre du premier cycle du VTF (2017), 9 projets dans le cadre du deuxième cycle (2018) et 19 projets dans le cadre du troisième cycle (2019). La présentation générale et les rapports finaux pour tous les cycles sont disponibles sur la page du site Internet du TCA consacrée au VTF².

Quatrième au huitième cycle du VTF (2020–2024)

11. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de dix (10) projets dans le cadre du quatrième cycle du VTF (2020). Suite au retrait d'une proposition, neuf (9) projets du VTF ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

12. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de treize (13) projets dans le cadre du cinquième cycle du VTF (2021). Suite au retrait de deux (2) propositions, 11 projets du

² <https://www.thearmstradetreaty.org/voluntary.html?tab=tab2>

VTF ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

13. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de six (6) projets dans le cadre du sixième cycle du VTF (2022). Suite au retrait d'une (1) proposition, quatre (4) projets ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

14. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 14 projets dans le cadre du septième cycle du VTF (2023). 13 projets ont été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

15. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 18 projets dans le cadre du huitième cycle du VTF (2024). 13 projets ont été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

Neuvième cycle du VTF (2025)

16. À l'échéance du 17 janvier 2025, le Secrétariat du TCA avait reçu 23 propositions en provenance de 25 pays. Conformément à son mandat, le Secrétariat du TCA a effectué un examen préliminaire des soumissions, et, comme par le passé, il a donné aux États concernés la possibilité de corriger certaines erreurs administratives dans leurs propositions de projets.

Le 28 mai 2025, le Comité de sélection du VTF s'est réuni pour examiner les dossiers présélectionnés, en appliquant les critères énoncés dans les Termes de référence du VTF pour évaluer le bien-fondé et la qualité de chaque proposition. Il a ainsi approuvé à titre provisoire le financement par le VTF de dix (10) projets, sous réserve d'une clarification de certains aspects et de la négociation des conventions de financement. En outre, deux (2) États soumissionnaires ont été invités à fournir des précisions sur des aspects spécifiques de leurs propositions afin qu'elles soient réexaminées par le Comité de sélection du VTF.

17. Les dix (10) projets approuvés provisoirement concernent dix (10) États. La synthèse des projets approuvés à titre provisoire dans le cadre du cycle 2025 du VTF est publiée sur le [site Internet](#). Le Secrétariat du TCA a transmis les décisions du Comité de sélection du VTF à tous les soumissionnaires en leur indiquant les résultats de leurs candidatures au Fonds, et il est en train de négocier des conventions de financement avec les candidats retenus. Les projets du VTF 2025 devraient commencer leurs activités en octobre 2025.

Dixième cycle du VTF (2026)

18. Il est attendu que le dixième cycle de projets du VTF (2026) présente une structure similaire à celle du cycle 2025 de projets du VTF, en commençant par un appel à propositions en septembre 2025 et une date limite de soumission à la mi-janvier 2026. Ce calendrier devrait convenir à tous les soumissionnaires potentiels, quelle que soit leur région d'origine.

ACTIVITÉS DU COMITÉ DE SÉLECTION DU VTF ENTRE LA CEP10 ET LA CEP11

19. Comme il est d'usage, le Comité de sélection du VTF a adopté le document intitulé « Tâches et calendrier du VTF 2024/2025 » pour guider ses travaux en vue du cycle la CEP11 en fonction des résultats livrables attendus et du calendrier de leurs échéances (voir l'annexe B).

III.POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DE LA CEP10

20. Lors de sa séance plénière du 19 au 23 août 2024, la Conférence des États Parties a décidé de :

- a. Soutenir le Rapport d'activité du VTF pour la période août 2023–août 2024 ;
- b. Soutenir l'intention du VTF de poursuivre ses activités de sensibilisation au cours de la période menant à la CEP11 ;
- c. Prendre acte du rapport d'évaluation du VTF concernant plusieurs projets du VTF mis en œuvre et achevés par les États au cours de la période 2017–2023 ;
- d. Soutenir l'intention du VTF de poursuivre l'évaluation des projets achevés et d'en rendre compte à la CEP11.

21. L'état de la mise en œuvre de la décision susmentionnée est décrit ci-après.

Activités de sensibilisation du VTF

22. Conformément à la Stratégie de sensibilisation du VTF, un certain nombre d'activités de sensibilisation ont été organisées au cours de la période considérée. En présence du Président de la CEP11 et du Président du VTF, le Secrétariat du TCA a organisé un événement parallèle en octobre 2024 au siège des Nations Unies, en marge de la Première Commission. Des intervenants d'un État bénéficiaire et d'une organisation de la société civile ont participé à cet événement. En novembre 2024, le Secrétariat du TCA a également organisé deux ateliers pratiques en ligne sur le VTF, qui a accueilli des participants provenant de régions et de fuseaux horaires différents.

23. En février 2025, le Secrétariat du TCA a participé à distance à une réunion régionale trilatérale organisée par les Philippines dans le cadre des projets du VTF de 2024, au cours de laquelle il a présenté une vue d'ensemble du Fonds aux représentants des gouvernements de la Malaisie et de l'Indonésie. Le Secrétariat du TCA a également organisé une séance d'information sur le VTF à l'intention des délégués parrainés par le TCA qui assistent aux réunions des groupes de travail de la CEP11. Au cours de la même semaine, le Président du VTF et le Secrétariat du TCA ont coorganisé un événement parallèle. En mars, ils ont tous deux participé à la formation en ligne sur le TCA organisée par le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), qui a réuni des représentants de divers États et organisations.

24. Par ailleurs, des activités de sensibilisation au VTF ont été menées dans d'autres contextes, notamment sous la forme d'ateliers de formation et d'événements d'universalisation organisés ou financés par des partenaires et se déroulant tant en ligne qu'en présentiel en Argentine, aux Bahamas, au Brésil, au Costa Rica, au Ghana et à Genève.

Évaluation des projets du VTF

25. Les Termes de référence du VTF (paragraphe 13) prévoient que le Secrétariat du TCA évaluera les rapports sur la mise en œuvre par les bénéficiaires des projets du VTF. À cet égard, le

Secrétariat du TCA a préparé un troisième rapport d'évaluation portant sur des projets du VTF mis en œuvre pendant la pandémie de COVID-19 (voir annexe C).

IV.RECOMMANDATIONS

26. Tenant dûment compte des enseignements tirés au cours des cycles de projets 2017–2025 du VTF, les recommandations suivantes sont soumises à la considération et à l'approbation de la Onzième Conférence des États Parties :

- a. La CEP11 prend note du Rapport sur les travaux du VTF d'août 2024 à août 2025.
- b. La CEP11 salue l'intention du VTF de poursuivre ses activités de sensibilisation au cours de la période menant à la CEP12.
- c. La CEP11 prend acte du rapport d'évaluation du VTF concernant les projets du VTF mis en œuvre pendant la pandémie de COVID-19 et salue l'intention du VTF de rendre compte des résultats des dix derniers cycles du VTF à la CEP12.

ANNEXE A. SITUATION FINANCIÈRE DU VTF (à la date du 24 juillet 2025)

Contributions to VTF Projects			
1	Argentina	USD	10'000.00
2	Australia	USD	601'854.11
3	Austria	USD	4'470.17
4	Bulgaria	USD	2'039.77
5	Canada	USD	11'000.00
6	Costa Rica	USD	10'044.79
7	Cyprus	USD	33'279.30
8	Czech Republic	USD	102'948.47
9	Finland	USD	2'695'508.22
10	Government of Flanders, Belgium	USD	110'867.78
11	France	USD	347'190.09
12	Germany	USD	2'353'236.90
13	Ireland	USD	160'371.30
14	Japan	USD	3'000'000.00
15	Madagascar	USD	4'991.00
16	Mexico	USD	75'000.00
17	Montenegro	USD	1'616.78
18	Netherlands	USD	452'889.00
19	New Zealand	USD	185'559.50
20	Norway	USD	288'821.70
21	Philippines	USD	15'000.00
22	Poland	USD	10'000.00
23	Portugal	USD	35'845.72
24	Republic of Korea	USD	360'000.00
25	Slovenia	USD	43'017.12
26	Spain	USD	250'633.66
27	Sweden	USD	563'955.87
28	Switzerland	USD	642'990.32
29	United Kingdom	USD	389'180.00
	Total for VTF projects	USD	12'762'311.57
Contributions to VTF Outreach Programme			
1	Germany	USD	68'069.21
2	New Zealand	USD	29'781.00
3	Republic of Korea	USD	30'000.00
4	United Kingdom	USD	31'747.44
	Total for VTF Outreach Programme	USD	159'597.65
TOTAL CONTRIBUTIONS TO VTF RECEIVED		USD	12'921'909.22

ANNEXE B. TÂCHES ET CALENDRIER DU VTF 2024/2025**CALENDRIER PROVISOIRE DU VTF : 2024/2025**

Le présent calendrier provisoire tient compte des principales échéances prévues pour le VTF au cours de la période intersessions séparant la CEP10 et la CEP11.

	TÂCHE	CALENDRIER	RESPONSABILITÉ
1.	Appel à propositions de projets	20 septembre 2024 – 17 janvier 2025	Secrétariat du TCA
2.	Appel à contributions financières	15 octobre 2024	Secrétariat du TCA
3.	Date limite de soumission des propositions de projets	17 janvier 2025	Secrétariat du TCA
4.	Examen préliminaire des propositions de projets et établissement d'une liste restreinte	20 janvier – 15 avril 2025	Secrétariat du TCA
5.	Diffusion de la liste restreinte des propositions de projets au Comité de sélection	25 avril 2025	Secrétariat du TCA
6.	Rencontre parallèle du VTF	février ou mai 2025 (pendant la réunion du TCA)	Secrétariat du TCA Président du VTF
7.	Réunion du Comité de sélection en vue d'examiner et de valider (ou non) les propositions de projets soumises	28 mai 2025	Comité de sélection Secrétariat du TCA
8.	Communication aux soumissionnaires de la décision finale du Comité de sélection	17 juin 2025	Secrétariat du TCA
9.	Demande de clarification sur les propositions approuvées (les candidats sélectionnés sont invités à affiner certains aspects de leurs propositions à la demande du Comité de sélection)	1er juillet – 10 octobre 2025	Secrétariat du TCA Bénéficiaires des subventions
10.	Contractualisation (convention de financement) entre le VTF et les	15 juillet – 31 octobre 2025	Secrétariat du TCA

	bénéficiaires retenus ; transfert des subventions (1 ^{er} versement)		Bénéficiaires des subventions
11.	Finalisation du rapport du VTF à la CEP11	17 juillet 2025	Secrétariat du TCA
12.	Présentation du rapport du VTF à la CEP11	28 août 2025 (<i>à confirmer</i>)	Secrétariat du TCA Président du VTF

ANNEXE C. RAPPORT D'ÉVALUATION DU VTF SUR LES PROJETS BÉNÉFICIAIRES DE PLUSIEURS CYCLES DU VTF



24 juillet 2025

Préparé par le Secrétariat du Traité

ÉVALUATION DES PROJETS DU VTF MIS EN ŒUVRE PENDANT LA PANDÉMIE**CONTEXTE**

1. L'article 13 des Termes de référence du Fonds d'affectation volontaire (VTF) confère au Secrétariat du TCA la responsabilité d'évaluer les rapports sur la mise en œuvre des projets du VTF par les États bénéficiaires et de rendre compte des résultats des projets à la Conférence des États Parties, par l'intermédiaire du Comité de sélection. En outre, l'article 16 des Termes de référence exige du Secrétariat du TCA qu'il assure un suivi et une évaluation appropriés des projets du VTF.
2. Afin de rendre opérationnelles les dispositions des Termes de référence du VTF, les « *Consignes relatives à l'évaluation des projets du VTF* » (Consignes d'évaluation) ont été élaborées pour aider le Secrétariat du TCA à évaluer si les projets financés par le VTF ont atteint leurs objectifs. Ces *Consignes* décrivent les paramètres et les indicateurs d'évaluation des projets du VTF, dans le but de faciliter l'amélioration continue du VTF en tant qu'outil efficace et efficient d'aide à la mise en œuvre du Traité. Le processus d'évaluation des projets du VTF est conçu pour atteindre les objectifs suivants : transparence et responsabilité, affectation efficace des ressources et amélioration de la qualité des projets. Les *Consignes* ont été préparées par le Secrétariat du TCA en collaboration avec le Comité de sélection du VTF, puis soumis à la Cinquième Conférence des États Parties (CEP5) en 2019, qui les a adoptées.
3. Le premier rapport d'évaluation du VTF, qui se concentrait sur les projets achevés mis en œuvre au cours du cycle 2017 de projets du VTF, a été soumis et accueilli favorablement par la CEP9. Le deuxième rapport examinait quant à lui les projets financés au cours de plusieurs cycles du VTF. Le présent rapport se concentre sur les projets mis en œuvre pendant la pandémie de COVID-19, couvrant la période du 11 mars 2020 au 5 mai 2023³.

MÉTHODE ET OBJECTIF DE L'ÉVALUATION

4. La finalité de l'exercice d'évaluation des projets est de déterminer si les projets financés par le VTF ont atteint les objectifs fixés, et de permettre une amélioration continue du fonctionnement du VTF.
5. En préparant le rapport actuel d'évaluation des projets du VTF, le Secrétariat du TCA a appliqué les principes d'évaluation énoncés dans les Termes de référence du VTF et précisés dans les *Consignes d'évaluation*. Le présent rapport reflète l'évaluation des projets approuvés et/ou mis en œuvre au cours des cycles 2020–2023. L'évaluation a été menée sur la base des indicateurs définis

³ L'Organisation mondiale de la Santé a qualifié le COVID-19 de pandémie le 11 mars 2020 et a annoncé la fin de l'urgence sanitaire mondiale le 5 mai 2023.

dans les *Consignes d'évaluation*, en mettant l'accent sur la gestion du projet et les résultats livrables. En conséquence, le rapport met en lumière certains enseignements tirés et des améliorations éventuelles que le Comité de sélection du VTF et le Secrétariat du TCA peuvent prendre en considération dans leur processus de révision des Termes de référence du VTF et de son règlement administratif.

6. Les documents sources (informations) utilisés pour préparer le présent rapport d'évaluation comprennent les formulaires de demande de subvention, les formulaires budgétaires, les rapports intermédiaires, les rapports finaux, les conventions de financement et les communications enregistrées entre le Secrétariat du TCA et les États bénéficiaires.

PROJETS ÉVALUÉS

7. 49 projets impliquant 33 États bénéficiaires ont été approuvés entre mars 2020 et mai 2023. La pièce jointe A donne un aperçu de ces projets approuvés.

Tableau 1. Liste des États bénéficiaires qui ont été approuvés entre mars 2020 et mai 2023

n°	Pays	n°	Pays
1	Antigua-et-Barbuda (2019)	18	Mali (2019, 2021)
2	Argentine (2022)	19	Mexique (2021)
3	Botswana (2020)	20	Mozambique (2019)
4	Burkina Faso (2019, 2022)	21	Namibie (2019, 2021)
5	Chili (2019, 2021)	22	Nigeria (2020, 2022)
6	Costa Rica (2021)	23	Palaos (2019)
7	Côte d'Ivoire (2019, 2020, 2022)	24	Rwanda (2021)
8	République démocratique du Congo (2021)	25	Serbie (2019)
9	El Salvador (2021)	26	Sierra Leone (2019, 2020)
10	Fidji (2019, 2021)	27	Soudan (2021)
11	Gambie (2022)	28	Soudan du Sud (2019, 2020)
12	Ghana (2020)	29	Togo (2019, 2020)
13	Kazakhstan (2019)	30	Tuvalu (2019)
14	Kenya (2020)	31	Trinité-et-Tobago (2021)
15	Liban (2019, 2021)	32	Vanuatu (2019)
16	Liberia (2021)	33	Zambie (2019 x 2, 2020)
17	Madagascar (2019, 2020, 2022)		

ÉVALUATION DE PROJETS : LA DIMENSION « GESTION DE PROJET »

8. Les *Consignes d'évaluation* précisent que les projets du VTF doivent être évalués selon deux dimensions : 1) la gestion du projet et 2) les résultats livrables du projet. Chaque dimension comporte une série d'indicateurs permettant d'évaluer la performance du projet. En ce qui concerne la gestion du projet, les indicateurs pertinents concernent les négociations sur les conventions de financement, les rapports intermédiaires, les rapports finaux, les échanges entre les États bénéficiaires et le Secrétariat du TCA, le calendrier du projet, les considérations budgétaires et les partenaires d'exécution du projet.

Négociations sur les conventions de financement

9. Le Comité de sélection du VTF se réunit généralement au mois de mai pour examiner et sélectionner les propositions de projet soumises. Les soumissionnaires sont informés des décisions du Comité de sélection à la mi-juin et sont invités à préciser ou à affiner certains aspects de leurs propositions, selon ce qu'a déterminé le Comité de sélection. Si la majorité des soumissionnaires des cycles 2019–2021 ont respecté le délai de soumission des informations requises, plus de la moitié des soumissionnaires du cycle 2022 n'y sont pas parvenus, ce qui a entraîné des retards dans la négociation des conventions de financement.

10. L'étape suivante consiste pour les États bénéficiaires à soumettre les informations nécessaires à la préparation des conventions de financement, y compris les protocoles d'entente ou les lettres d'accord entre les États bénéficiaires et les partenaires d'exécution du projet, décrivant les conditions de leur relation. La majorité des soumissionnaires, à l'exception de ceux du cycle 2020, n'ont pas respecté le délai fixé pour cette étape. Une tendance similaire a été observée en ce qui concerne la soumission des conventions de financement signées.

Enseignements tirés

11. Plusieurs facteurs ont contribué aux retards dans la soumission de la documentation requise. La pandémie de COVID-19 a restreint les jours ouvrables et a retardé la coordination avec les services concernés et les processus d'autorisation. D'autres facteurs comprenaient la méconnaissance des exigences du VTF, de longues négociations entre les États et les partenaires d'exécution du projet sur les protocoles d'accord ou les calendriers des projets, des changements de personnel non notifiés, des congés de maladie, le décès d'un ordonnateur, et des problèmes techniques (par exemple, capacité en matière de courrier électronique, manque d'accès à Internet ou absence de scanners).

12. Pour résoudre ces problèmes, le Secrétariat du TCA renseigne désormais les candidats au VTF dès le début du processus sur la documentation à fournir pour les conventions de financement, y compris lors des étapes de sensibilisation et de notification des résultats de la sélection. Cela donne aux soumissionnaires au moins neuf à dix semaines pour ouvrir un compte bancaire attitré et coordonner les protocoles d'accord avec les partenaires d'exécution du projet, même s'ils sont novices en la matière. Le Secrétariat du TCA a en outre fait preuve de souplesse en accordant un délai supplémentaire aux soumissionnaires pour ouvrir des comptes bancaires et obtenir des lettres de vérification bancaire. Le Secrétariat du TCA fournit également des indications et des conseils sur les éléments essentiels d'un protocole d'accord type pour un projet financé par le VTF.

Rapports intermédiaires et rapports finaux

13. Le VTF exige des États bénéficiaires qu'ils soumettent un rapport descriptif intermédiaire et un rapport descriptif final rendant compte notamment des dépenses. Ces rapports sont essentiels pour que le Secrétariat du TCA puisse suivre l'évolution des projets et évaluer leur performance globale en termes d'impact et de durabilité. Pour faciliter l'établissement des rapports de projets, le Secrétariat du TCA fournit à l'avance des modèles de rapports. Les États qui ont soumis les documents nécessaires à temps pour les négociations des conventions de financement ont généralement envoyé leurs rapports avant la date limite. Cependant, de nombreux projets, en particulier ceux des cycles 2019 et 2020, n'ont pas soumis de rapports intermédiaires à temps. Les rapports finaux prévus pour le second semestre de l'année 2020 ont connu des retards importants, allant de trois à treize mois.

14. En ce qui concerne l'impact global, tous les États bénéficiaires examinés ont indiqué dans leurs rapports finaux que leurs projets répondaient aux objectifs prévus et qu'ils avaient été menés de manière efficace et efficiente. Ils ont également noté que les résultats du projet seraient maintenus dans le cadre d'efforts nationaux plus larges visant à mettre en œuvre les obligations du Traité.

Enseignements tirés

15. Plusieurs facteurs ont contribué aux retards dans la soumission des rapports de projet dans les délais impartis et en parfaite conformité avec les exigences. Certains retards étaient dus à des limitations inévitables dans la gestion du projet, tandis que d'autres ont été causés par des circonstances naturelles et politiques imprévues. Pour relever ces défis, le Secrétariat du TCA inclut des modèles de rapport dans les conventions de financement et met l'accent sur cette question dans les événements de sensibilisation du VTF. Le Secrétariat fournit également des informations sur les vidéos didactiques du VTF destinées aux nouveaux soumissionnaires et apporte le soutien nécessaire à l'établissement de rapports pour le VTF aux parties prenantes non étatiques souhaitant s'impliquer dans des projets du VTF.

16. Pour les projets impliquant des entités onusiennes en tant que partenaires d'exécution, les retards sont dus non seulement à la difficulté de se mettre d'accord sur les modèles de rapport du VTF, mais aussi au temps nécessaire pour traiter les dépenses par l'intermédiaire du système Umoja. L'établissement d'une convention-cadre entre le Secrétariat du TCA et l'UNODA a amélioré la soumission des rapports de projet par les entités des Nations Unies.

Communication entre les États bénéficiaires et le Secrétariat du TCA

17. Si les États bénéficiaires des cycles 2021 et 2022 ont répondu rapidement aux questions et demandes du Secrétariat du TCA pendant les négociations des conventions de financement, cela n'a pas été le cas pour la majorité des États des cycles 2019 et 2020. Au cours du cycle 2019, les États ont souvent dû être contactés à plusieurs reprises par le biais de courriels et de lettres.

18. La plupart des États bénéficiaires ont amélioré la communication avec le Secrétariat du TCA dans les projets ultérieurs du VTF. La plupart des projets ont maintenu la communication par l'intermédiaire de l'adresse électronique du VTF indiquée, à quelques exceptions près. Les États qui ont maintenu une communication fréquente avec le Secrétariat du TCA ont eu tendance à terminer les projets dans les temps.

Calendrier des projets et considérations budgétaires

19. Le Secrétariat du TCA s'appuie sur les calendriers des projets pour suivre la progression de leur mise en œuvre et décaisser les versements budgétaires. La plupart des projets ont mené à bien

toutes les activités prévues conformément au calendrier prévu. Cependant, certains projets n'ont pas pu réaliser certaines des activités planifiées pour des raisons évitables (liées à la gestion du projet) et inévitables (liées à la pandémie, à des faits naturels ou à des actes politiques). La plupart des projets ont achevé leurs activités sans excéder les budgets approuvés.

Enseignements tirés

20. Les circonstances évitables ou inévitables évoquées précédemment ont entraîné l'incapacité des États bénéficiaires à mettre en œuvre les projets conformément aux plans convenus.

21. Plus de 20 % de la sous-utilisation ou du dépassement de certaines lignes budgétaires ont été engendrés par des facteurs tels que les taux de change, l'inflation, les augmentations des coûts du trafic aérien, de l'hébergement et de l'équipement liées à la pandémie, les annulations de vols et d'hébergement, les dépenses supplémentaires pour les masques, les désinfectants, les vaccins, les tests de dépistage du COVID, les coûts supplémentaires pour les réunions en format hybride, et les estimations insuffisantes des coûts du projet. Pour aider les États à évaluer de manière réaliste leurs estimations financières, le Secrétariat du TCA conseille d'affiner le budget avant de signer les conventions de financement et invite régulièrement les soumissionnaires à se référer à la page du VTF sur le site Internet du TCA pour y découvrir des exemples de budgets approuvés et de dépenses réelles de projets achevés.

Partenaires d'exécution du projet

22. La majorité des projets examinés ont fait appel à des partenaires d'exécution tels que des organisations internationales (par exemple les agences onusiennes), des experts indépendants, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile. Pour formaliser les modalités de travail, le VTF exige que les parties concluent des protocoles d'entente ou des accords décrivant leurs rôles et responsabilités. Les partenaires d'exécution ont principalement soutenu les États bénéficiaires en matière de recherche, d'expertise professionnelle, de rédaction technique et juridique et de passation de marchés. Presque tous les partenaires ont assumé leurs responsabilités, avec des exceptions mineures dans les cas de soutien tardif dans la préparation des rapports au VTF ou d'interruption des services.

23. Bien que la communication concernant la mise en œuvre des projets du VTF se fasse principalement entre le Secrétariat du TCA et les États bénéficiaires, une communication directe avec les partenaires d'exécution est parfois nécessaire. La plupart des partenaires d'exécution ont apporté rapidement des réponses aux questions et aux demandes d'information et de documentation du Secrétariat du TCA.

Enseignements tirés

24. La décision d'engager des partenaires d'exécution est essentielle à la réussite du projet. Certains États bénéficiaires ont choisi de ne pas faire appel à des partenaires d'exécution, d'allouer des ressources humaines internes et de s'approprier l'établissement des rapports. Toutefois, l'état de santé ou le décès d'un agent peut retarder la compréhension de l'état d'avancement du projet. Les partenaires d'exécution aident à combler ces lacunes, bien qu'il faille souvent plus de temps pour soumettre les rapports du VTF car les États et les partenaires d'exécution doivent s'accorder sur le contenu. Le choix d'un partenaire d'exécution approprié est donc essentiel, en particulier pour les États dont les capacités internes sont limitées.

25. Pendant la pandémie, la flexibilité et la créativité des partenaires d'exécution dans l'organisation de réunions en ligne ou de webinaires et dans la gestion des échéances ont été déterminantes. Certaines organisations internationales de la société civile ont utilisé leur réseau pour trouver des experts locaux afin de remplacer les consultants internationaux qui ne pouvaient pas voyager pour des raisons réglementaires.

26. Les États entretenant de bonnes relations de travail avec les partenaires d'exécution de projet ont eu tendance à les poursuivre dans le cadre de projets ultérieurs. Cependant, il est arrivé que des difficultés de communication conduisent à l'interruption du projet, principalement en raison des difficultés liées à la mise en place de réunions en ligne ou en format hybride.

27. Pour répondre à ces problèmes, le Secrétariat du TCA conseille aux États bénéficiaires d'évaluer leurs capacités internes avant d'impliquer les partenaires d'exécution et de discuter des éventuels partenariats en marge des réunions du TCA. Les protocoles d'entente se sont avérés efficaces pour structurer les relations du point de vue des rôles, des responsabilités et des modalités de travail.

28. Le renforcement des capacités est nécessaire tant pour les États bénéficiaires que pour certains partenaires, en particulier en ce qui concerne la préparation des rapports au VTF et la compilation des documents justificatifs pour un suivi efficace.

ÉVALUATION DES PROJETS : LA DIMENSION « LIVRABLES DU PROJET »

29. La deuxième dimension de l'évaluation des projets du VTF consiste à évaluer des résultats livrables. Les indicateurs applicables sont les considérations générales, les résultats livrables tangibles, le renforcement des capacités et la formation.

Considérations générales

30. Parmi les 33 États bénéficiaires approuvés au cours des quatre cycles du VTF, 26 sont des États Parties, deux (2) sont des États Signataires, et cinq (5) n'ont pas encore rejoint le TCA. Quatre (4) pays sont devenus des États Parties demandant un financement, et trois (3) ont fait une demande immédiatement après avoir déployé des instruments pour rejoindre le Traité. L'utilisation des fonds peu avant ou après l'adhésion au Traité a permis de combler les lacunes et de mettre en place des systèmes nationaux.

31. Dix (10) États ont reçu un financement pour deux (2) projets, et trois (3) États ont reçu un financement pour trois (3) projets. La plupart des projets ont impliqué une sensibilisation et un renforcement des capacités au niveau national ou régional, couvrant la formation technique, telle que la détection par rayons X des armes légères et de petit calibre, l'acquisition d'équipements tels que des machines de marquage et de destruction, l'analyse des lacunes et l'élaboration d'une législation ou de listes de contrôle nationales. Les États sont généralement passés de la sensibilisation à l'élaboration de listes de contrôle et de législations nationales.

Résultats livrables tangibles

32. Les résultats livrables tangibles comprenaient des rapports au titre du TCA, des manuels pour la rédaction de rapports au titre du TCA, des feuilles de route pour la mise en œuvre du TCA, des documents du Cabinet, des manuels de formation, une nouvelle législation, des systèmes d'enregistrement des données et de déclaration, des listes de contrôle nationales et des machines de

marquage. Certains livrables tangibles des projets ont été transmis au Secrétariat du TCA. La plupart des projets ont atteint les objectifs prévus, convenus et financés.

Renforcement des capacités et formation

33. La majorité des projets prévoyaient des ateliers de renforcement des capacités ou de formation, qui ont bénéficié à environ 1 600 participants. Les rapports finaux indiquent que la formation a permis aux participants de renforcer et d'approfondir leur compréhension du TCA et de ses implications.

CONCLUSION

34. Les rapports finaux indiquent que tous les États bénéficiaires étaient satisfaits de l'interface de leurs projets et du soutien reçu du Secrétariat du TCA, du Comité de sélection et du VTF en général. Les États ont également été satisfaits des résultats livrables dans le cadre de leurs projets.

35. La pandémie, l'instabilité politique et les catastrophes naturelles ont eu un impact significatif sur de nombreux projets. Les États et les partenaires se sont adaptés en demandant des extensions, en mettant à jour les calendriers des projets et en modifiant les activités des projets. Malgré les difficultés, la plupart des projets ont été menés à bien, ce qui témoigne d'une certaine résilience et d'une capacité d'adaptation.

PIÈCE JOINTE A. LISTE DES PROJETS DU VTF APPROUVÉS ET MIS EN ŒUVRE EN 2020–2023

n°	Cycle du VTF	Pays	Intitulé du projet	Budget total (USD)	Partenaire d'exécution	Résumé du projet
1.	2019	Antigua-et-Barbuda	Application du Traité des Nations Unies sur le commerce des armes – Perspectives pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM)	97 659	Coalition for Development and Reduction of Armed Violence (CDRAV)	Renforcement de la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes en évaluant les régimes nationaux de contrôle des armes et en renforçant les capacités pour une réglementation, un octroi de licences et un établissement de rapports efficaces par l'intermédiaire d'un atelier régional et d'actions de lobbying.
2.	2022	Argentine	Programme global de contrôle des armes à feu et de désarmement civil volontaire de la République argentine	[100 000]	Réseau argentin pour le désarmement	Il a pour objectif d'élaborer des actions visant à enregistrer et à régulariser les utilisateurs d'armes en Argentine, de renforcer les politiques de désarmement de la société civile et de fournir une formation aux organismes publics compétents en la matière.
3.	2020	Botswana	Renforcement des capacités pour permettre à la République du Botswana de respecter ses obligations en matière d'établissement de rapports au titre du TCA	[79 702]	Small Arms Survey	Organisation d'un atelier pour renforcer la capacité de déclaration du Botswana, établir des procédures pour les rapports annuels sur le commerce des armes et partager les enseignements tirés.
4.	2019	Burkina Faso	Ateliers nationaux pour promouvoir la législation nationale visant à mettre en application le TCA au Burkina Faso	94 741	Aucun	Organisation d'ateliers dans trois régions du pays visant à promouvoir un projet de loi (Loi) pour l'application du TCA, qui a récemment été présenté au Parlement pour examen et adoption éventuelle.
5.	2022	Burkina Faso	Ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités du personnel de l'administration publique et des organisations de la	[99 713]	Aucun	Organisation de deux ateliers nationaux : 1) visant à sensibiliser et à renforcer les capacités des fonctionnaires du gouvernement dans la région du Centre-Est ; 2) sensibilisation et promotion de la loi nationale d'internalisation du TCA parmi les organisations de la

			société civile sur le Traité sur le commerce des armes (TCA) et la loi d'internalisation dans les régions du Centre-Est (TENKODOGO) et du Centre-Ouest (KOUDOUGOU)			société civile, dans la région du Centre-Ouest.
6.	2019	Côte d'Ivoire	Atelier de formation sur la gestion sûre et sécurisée des munitions	68 039	Aucun	Atelier de formation à la gestion des munitions pour les forces de défense et de sécurité
7.	2020	Côte d'Ivoire	Interconnexion entre les sites d'armes d'utilisation finale	98 119	Aucun	Développement d'un système informatique intégré de gestion des données pour la gestion des stocks et la formation des gestionnaires de stocks
8.	2022	Côte d'Ivoire	Renforcement des capacités des États de la CEDEAO à établir des rapports au titre du Traité sur le commerce des armes	134 707	Aucun	Organisation d'un atelier régional de trois/quatre jours sur les obligations en matière d'établissement de rapports des États membres de la CEDEAO
9.	2019	Chili	Formation pour l'interdiction des armes légères, des munitions et de leurs pièces et composants (ISSAP)	51 234	Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC)	Formation des agents des douanes pour renforcer leur capacité à détecter et à identifier les armes de petit calibre, les munitions ainsi que les pièces et composants

10.	2021	Chili	Renforcer la capacité à prévenir, détecter et répondre au détournement d'armes classiques, conformément à l'article 11 du TCA au Chili et en Colombie	170 034	Small Arms Survey	Élaboration et mise en œuvre d'une formation destinée aux forces de sécurité chiliennes et colombiennes sur la prévention et la détection du détournement d'armes classiques
11.	2021	Costa Rica	Plateforme numérique du système de contrôle des transferts d'armes classiques du Costa Rica	100 000	Instituto Tecnológico de Costa Rica (Institut technologique du Costa Rica), Fundación Tecnológica de Costa Rica (Fondation technologique du Costa Rica)	Développement d'une plateforme numérique permettant une coordination interministérielle sur le contrôle national, l'octroi de licences, l'analyse des risques et l'intégration des bases de données existantes
12.	2021	République démocratique du Congo	Conception et validation d'une feuille de route pour l'adhésion de la RDC au TCA	93 433	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Organisation de trois séminaires pour les parties prenantes, d'une étude documentaire et d'une visite d'étude à Kinshasa. Élaboration d'une feuille de route visant à l'adhésion rapide au TCA. Organisation d'un atelier final pour valider la présente feuille de route par les autorités congolaises.
13.	2021	El Salvador	Achat d'une chambre de récupération de projectiles MTI de 24 pouces (version militaire de base)	98 500	Aucun	Acquisition d'équipements destinés à la récupération de projectiles pour l'analyse criminalistique
14.	2019	Fidji	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la	98 023	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Ateliers nationaux de renforcement des capacités pour faciliter la ratification et l'application du TCA ; modification de la législation existante pour concrétiser le TCA et mise en place d'une base de données pour stocker les informations sur les transferts d'armes.

			ratification du TCA			
15.	2021	Fidji	Dernières étapes vers l'adhésion au TCA et la mise en conformité totale	92 491	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Facilitation du processus d'adhésion au TCA, révision des lois sur les armes et les munitions et adaptation du système de conservation des données
16.	2022	Gambie	Évaluation et préparation de la conformité de la Gambie à la mise en œuvre du TCA	78 784	Saferworld	Examiner et consigner le système législatif et opérationnel actuel de contrôle des transferts d'armes. Rédiger un rapport d'évaluation nationale soulignant les lacunes éventuelles. Élaborer un plan d'action national détaillé, hiérarchisé et assorti d'un calendrier qui permettra à la Gambie de se conformer pleinement au TCA.
17.	2020	Ghana	Projets de législation et consultations sur les projets de législation pour la mise en œuvre du TCA	99 826	LEX EMPORIUM ATTORNEY @LAW	Élaboration et adoption d'une législation unique globale et harmonisée pour l'application du TCA au Ghana
18.	2019	Kazakhstan	Atelier sur l'universalisation et l'application du Traité sur le commerce des armes en Asie centrale et en Mongolie	101 460	Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique	Organisation d'un atelier régional pour encourager les États d'Asie centrale et la Mongolie à adhérer au Traité. Cet atelier peut servir de forum de discussion sur les avantages d'être parties au TCA et les effets sur d'autres engagements pris par les États.
19.	2020	Kenya	Sensibilisation au TCA et création d'une dynamique en faveur de l'adhésion du Kenya au TCA	95 604	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Atelier national de sensibilisation au TCA et à ses implications en vue de créer une dynamique en faveur de l'adhésion du Kenya au TCA

20.	2019	Liban	Évaluation de la conformité du Liban en matière d'application du TCA	99 781	Permanent Peace Movement (PPM) et Saferworld	Le projet a évalué les lois, les institutions et les systèmes libanais afin d'identifier les lacunes en matière de conformité et a élaboré un plan d'action national pour la mise en œuvre du TCA.
21.	2021	Liban	Unités d'intervention territoriale des forces de sécurité intérieure (FSI) libanaises – Contrôle des armes à feu	[70 675]	Aucun	Amélioration de la sécurité des stocks dans les entrepôts afin de garantir la sûreté et la sécurité des armes et des munitions
22.	2021	Liberia	Comblir les lacunes dans la conservation des données sur le contrôle des armes au Liberia	98 654	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Mise en place d'un système de conservation et de communication des données (ArmsTracker) et formation des fonctionnaires à l'utilisation de ce système
23.	2019	Madagascar	Assistance technique et financière pour l'achat d'une machine de marquage de munitions à technologie laser	99 596	UNREC	Acquisition d'une machine de marquage des munitions et formation à son utilisation
24.	2020	Madagascar	Atelier national de sensibilisation des hauts fonctionnaires pour faciliter la création d'une Commission nationale sur les armes à Madagascar	97 507	Control Arms (un projet de Non-Violence International)	L'organisation d'un atelier pour établir une Commission nationale sur les armes afin de mettre pleinement en œuvre le TCA et d'aider à l'élaboration d'une nouvelle législation sur le contrôle des armes à Madagascar.
25.	2022	Madagascar	Achat d'équipement de destruction d'armes	99 300	Aucun	Achat de deux broyeurs d'armes mobiles et de deux camions pour la destruction des armes collectées

26.	2019	Mali	Application du TCA au Mali — Feuille de route	98 138	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Évaluation du cadre législatif du Mali pour la conformité au TCA, renforcement des capacités des agences chargées de la mise en œuvre du TCA et élaboration d'une feuille de route nationale pour guider l'application systématique du TCA par le Mali.
27.	2021	Mali	Renforcement des connaissances et des capacités pour améliorer la mise en œuvre de la feuille de route du TCA	69 250	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Mise en œuvre de la feuille de route nationale sur le TCA en effectuant des analyses juridiques et en organisant des séminaires pour les fonctionnaires, les parlementaires, le secteur privé et la société civile
28.	2021	Mexique	Renforcement des registres nationaux et du contrôle des flux d'armes au Mexique	[95 000]	Aucun	Le projet vise à compléter la base de données nationale sur les armes du Mexique en utilisant des technologies de pointe pour suivre les armes à feu de la production à l'utilisation finale et à soutenir la reproduction fédérale et régionale conformément à l'article 12 du Traité sur le commerce des armes.
29.	2019	Mozambique	Systèmes de gestion des armes légères, des armes de petit calibre et des explosifs.	98 868	PNUD	Rendre opérationnels 4 modules sur le SICAME (un système de gestion qui aide le ministère à gérer la détention d'armes à feu aux niveaux civil et étatique) et fournir le matériel, les logiciels, les licences et l'infrastructure de réseau nécessaires
30.	2019	Namibie	Académie TCA en Afrique australe	231 559	Control Arms (Non-Violence International)	Ateliers de formation pour le renforcement des capacités de 10 membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
31.	2021	Namibie	Application du TCA par la Namibie : vers un système de contrôle national global	79 709	Control Arms (Non-Violence International)	Examen de la législation régissant les transferts d'armes ; élaboration de la liste de contrôle nationale ; préparation du rapport initial ; et recommandations concernant les futurs domaines de travail

32.	2020	Nigeria	Renforcement de la coopération interinstitutions pour l'application du Traité et l'établissement de rapports	95 102	IANSA Women Network Nigeria	Atelier de renforcement des capacités nationales visant à renforcer la coopération interinstitutions afin de faciliter l'application du TCA et d'améliorer la capacité nationale à remplir ses obligations en matière d'établissement de rapports
33.	2022	Nigeria	Rédaction, validation et adoption d'une législation nationale complète pour la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes	99 680	IANSA Women Network	Élaboration d'un projet de législation nationale complète pour la mise en œuvre effective du TCA, et organisation d'ateliers
34.	2019	Palaos	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la ratification du TCA	94 749	CAVR	Ateliers nationaux de renforcement des capacités pour faciliter la ratification et l'application du TCA ; modification de la législation existante pour concrétiser le TCA et mise en place d'une base de données pour stocker les informations sur les transferts d'armes.
35.	2021	Rwanda	Soutien à la mise en œuvre de l'adhésion au TCA par la République du Rwanda	45 866	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Amélioration de la compréhension des dispositions du TCA et facilitation de l'adhésion au Traité.
36.	2019	Serbie	Renforcement des capacités nationales pour lutter contre le détournement et le prévenir	96 247	Small Arms Survey	Organisation de deux ateliers et rédaction d'un manuel national de prévention et de lutte contre le détournement.

37.	2019	Sierra Leone	Campagnes de plaidoyer auprès des députés sur la modification des législations pertinentes (la SLeNCSA et les lois sur les armes et les munitions)	53 275	Sierra Leone Action Network on Small Arms (SLANCA)	5 campagnes de sensibilisation visant à accélérer le processus de modification de la loi SLeNCSA et à étendre le champ d'application de cette loi à toutes les armes classiques.
38.	2020	Sierra Leone	Ateliers de renforcement des capacités pour une application effective du TCA au niveau régional	55 977	Aucun	Ateliers de renforcement des capacités sur l'application du TCA organisés au niveau régional
39.	2019	Soudan du Sud	Soutien à l'adhésion au TCA en République du Soudan du Sud	861 199	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Organisation d'un atelier national de sensibilisation au TCA et élaboration d'une stratégie nationale d'adhésion et de mise en œuvre du TCA.
40.	2020	Soudan du Sud	Soutien à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'adhésion et d'application du TCA en République du Soudan du Sud	99 524	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Organisation de 3 ateliers sur le renforcement des capacités (2) et Atelier de révision technique et d'amendement de la législation sud-soudanaise sur les armes (1) pour soutenir l'adhésion au TCA
41.	2021	Soudan	Soutien à l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'application du Traité sur le commerce des armes dans la République du Soudan	99 645	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Élaboration d'une stratégie nationale pour l'application du TCA par le biais de réunions de consultation et d'ateliers de validation
42.	2019	Togo	Incorporation des dispositions du TCA dans les systèmes juridiques nationaux des États Parties africains francophones	267 389	Délégation permanente de l'Union africaine à Genève	Atelier régional visant à aider les États Parties de la région à identifier les éléments clés du TCA à intégrer dans leurs lois nationales et à renforcer les capacités des parlementaires en matière d'intégration du TCA

43.	2020	Togo	Ateliers de formation sur la gestion sûre et sécurisée des stocks d'armes et de munitions	53 716	Aucun	Ateliers de formation des agents de défense et de sécurité à la gestion sûre et sécurisée des stocks d'armes et de munitions dans tout le pays pour prévenir le détournement
44.	2021	Trinité-et-Tobago	Assistance technique et financière pour mettre en place un atelier de renforcement des capacités sur le TCA et développer un système informatique de gestion intégrée des données pour une meilleure gestion des stocks et une réduction des failles qui permettent le détournement.	99 296	Aucun	Trinité-et-Tobago espère développer un système informatique intégré pour améliorer la gestion des stocks, réguler les importations et partager les informations sur le détournement par des groupes organisés, conformément aux articles 8 et 11 du TCA. Le système permettra la normalisation des rapports et l'échange d'informations en temps utile entre partenaires locaux.
45.	2019	Tuvalu	Application du TCA par Tuvalu	[87 840]	Centre for Armed Violence Reduction (CARV)	Examen de la législation de Tuvalu afin de tenir compte des obligations au titre du TCA ; établissement de la liste de contrôle nationale ; création d'une base de données nationale pour les informations sur les transferts d'armes et amélioration de la coordination interinstitutions à Tuvalu.
46.	2019	Vanuatu	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la ratification du TCA	96 289	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Organisation d'un atelier de sensibilisation à l'importance du TCA, et création d'un Comité du droit international humanitaire chargé d'évaluer rapidement les lois et la législation de Vanuatu relatives au TCA.

47.	2020	Zambie	Renforcement des capacités pour rédiger la loi zambienne sur le contrôle des armes classiques visant à l'application du TCA	93 197	Small Arms Survey	Renforcement des capacités de rédaction législative de la Zambie et préparation de la législation zambienne visant à l'application du TCA
48.	2019	Zambie	Renforcement des capacités pour établir et tenir à jour la liste de contrôle nationale de la Zambie	45 850	Small Arms Survey	Renforcement des capacités et des connaissances techniques pour permettre à la Zambie d'adopter une liste de contrôle nationale qui est conforme aux dispositions pertinentes de l'article 5 du TCA
49.	2019	Zambie	Renforcement des capacités pour permettre à la Zambie de respecter ses obligations en matière d'établissement de rapports au titre du TCA	87 259	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour permettre à la Zambie de transmettre ses rapports initiaux concernant les mesures de mise en œuvre du TCA et d'établir des procédures pour assurer la transmission dans les délais requis des rapports annuels, en partageant les enseignements tirés de l'élaboration de procédures nationales pour l'établissement des rapports du TCA